

Ces flics qui refusent de devenir la Gestapo de Macron

écrit par Christian Navis | 11 avril 2023



Gamin, ne compte plus sur moi pour te passer tous tes caprices !



Gamin, ne compte plus sur moi pour te passer tous tes caprices !

Je n'imaginais pas en exposant le plan macronesque de spoliation des propriétaires au profit des migrants, qui vont être « saupoudrés » un peu partout en France, susciter autant de réactions. **Parmi celles-ci, la réponse intéressante d'un flic courageux et honnête. Forcément anti-Macron.**

Albert sera le pseudo de mon correspondant. Sans évoquer son âge, son grade ni la région où il travaille. Mais certaines informations qu'il révèle pourraient être validées par les gradés mutiques de la « Grande Maison » qui nous lisent.

Moi : On va démarrer sans les salamalecs habituels. Le temps de VPN renforcé n'est pas donné. Alors de suite, un flic qui se dit prêt à désobéir si l'État lui ordonne de chasser les gens de chez eux, pour faire de la place aux allogènes, n'est-ce pas exceptionnel ?

Albert : Il y a des limites à l'obéissance. Déjà pendant la crise des Gilets Jaunes puis la dictature sanitaire, tu n'imagines pas le nombre de collègues qui se sont faits porter pâle, certificat médical à l'appui. C'est pour ça que **le préfet de police a fait appel à des débutants ou à des éléments extérieurs, motivés par des primes généreuses... Sans formation. Inaptes à manier des lacrymos et des LBD. Ou trouvant très amusant de terroriser les kouffars avec ces trucs-là, en toute impunité.** Pourquoi crois-tu que ceux qui attaquent au mortier les commissariats, on ne les poursuit quasiment jamais ? Tout simplement parce que c'est une réserve de nervis dans laquelle l'État peut puiser en cas de besoin !

Moi : Comme avec **les black blocs ?**

Albert : Non, ceux-là ont une finalité différente. **Si la hiérarchie nous ordonne de les ignorer, c'est parce qu'ils font triple emploi : envenimer une manif pour en discréditer les organisateurs, justifier des rétentions d'otages innocents, et faire porter le chapeau de la violence à une « extrême droite » fantasmée.**

Moi : Et parmi les « éléments extérieurs » il y a des miliciens à la Benalla ?

Albert : Les gros bras du Président, il n'y en a pas tant que ça. Ils sont trop occupés à le protéger. **Par contre on trouve beaucoup d'ADS (adjoints de sécurité) des cités, disponibles quand c'est nécessaire.** Certains sont des petits voyous embauchés comme contractuels, pour trois ans renouvelables une fois, pour la défense des biens et des personnes ! C'est très facile de rempiler quand on n'a pas commis de gros délits. Le plus grave est que ces gus portent le même uniforme et la même arme que les vrais flics formés au maintien de l'ordre. Lesquels sont de plus en plus réticents à devenir la Gestapo perso de Macron.

Moi : J'ai entendu dire, et j'avais peine à le croire, que ces ADS peuvent être affectés à la police aux frontières pour contrôler les passeports, filtrer les clandestins et assurer la sécurité dans les aéroports, les gares et les ports.

Albert : Dans les PAF, on a des collègues qui ne les quittent pas des yeux. Conscients qu'on a introduit une meute de loups dans la bergerie. Mais que faire? Quand on réussit à en surprendre un, fermant les yeux, ou accordant des passe-droits à ses compatriotes de cœur, ça passe pour une étourderie. Et il est envoyé dans un autre service sans aucune sanction, encore moins être révoqué. C'est flic et voyou « en même temps » pour faire plaisir à Macron.

Moi : Tu confirmes que ces contractuels peuvent faire carrière dans les forces de l'ordre tout en ayant un pied de l'autre côté ? Dans la voyoucratie !

Albert : Maintenant on les appelle « policiers adjoints ». Pour ne pas discriminer. Et pour effacer leur mauvaise réputation en changeant leur nom. On pense ainsi les responsabiliser. Et réduire les tentations de prévenir leurs coreligionnaires quand une perquise, une souricière ou des écoutes sont décidées... Il arrive de plus en plus souvent qu'on titularise ces ADS après un concours de complaisance, au nom de la diversité. Croyant ainsi acheter la paix ethnique et parce qu'on a toujours besoin d'eux dans les moments de tension.

Moi : J'ai toujours cru qu'on faisait des enquêtes sur le pedigree des flics avant de les recruter...

Albert : Les enquêtes de moralité sont bâclées. Sauf pour ceux soupçonnés de sympathies terroristes. Quant aux droits communs, les TAJ (traitement d'antécédents judiciaires), le STIC (système des infractions constatées) et le JUDEX (judiciaire de documentation et d'exploitation) sont court-

circuités par la complaisance des juges qui « punissent » d'une admonestation à la dixième récidive de vol ou de deal. Donc pas de casier.

Au quinzième délit, ils auront droit à des TIG qu'ils ne feront presque jamais. Automatiquement effacés au bout de 5 ans. Si entre temps, il n'y a pas un prêt d'identité entre gens de familles nombreuses du même clan ou village d'origine. Un bataillon d'ethnologues ne suffirait pas à relever les liens tribaux qui les unissent les uns aux autres.

Moi : C'est un genre de mafia ?

Albert : Même pas. Beaucoup de ces types sont des petites frappes de banlieue, recrutés entre 18 et 30 ans, que l'État a chargés d'un pouvoir local de maintien de l'ordre, dans le but d'éviter que les cités ne s'embrasent trop souvent. La plupart de ces loulous profitent de leurs fonctions « officielles » pour renforcer leur caïdat de barre d'immeuble, et continuer leurs trafics sous la protection des institutions de la ripouxblrique.

Moi : J'imagine qu'ils se régaleront quand on leur ordonnera de chasser les Français de leurs maisons pour y installer leurs coreligionnaires ?

Albert : Pas si vite ! Lors d'un séminaire tenu au ministère au début de cette année, et dont les conclusions ont été diffusées dans toutes les brigades, avec parfois des réticences de la hiérarchie à faire suivre, on nous a dit qu'il faudrait tenir compte du « différentiel de sympathie » entre les Noirs et les arabes.

Encore une formulation d'énarque ou de Mac Kinsey pour justifier que, dans un premier temps, ce soit presque exclusivement des Africains qui remplaceront les Gaulois. En espérant ne pas faire trop de vagues. Parce qu'on agira progressivement. Un patelin rural ou une bourgade après

l'autre... Et que, dans l'inconscient collectif, le Noir Banania souriant est infiniment mieux perçu que le fellagha dépenaillé ou l'islamiste en Kamis... Lesquels viendront ensuite évidemment. Mais plus tard. Quand il n'y aura plus de retour en arrière possible.

Moi : Et la vraie police dans tout ça ? Les médias nous bassinent avec des flics soi-disant RN à plus de 60 %. Combien se livreront à ces forfaitures ?

Albert : À mon avis, là où les gens se rebifferont, ces persécutions seront confiées aux gendarmes. Ils quadrillent tout le territoire et viennent de recevoir 200 blindés légers pour faire la guerre aux Français. Or ce sont des bœufs. Sans états d'âme. Comme ceux qui raflaient les Juifs. Et 20 ans plus tard tiraient sur les Pieds Noirs désarmés en Algérie. Parce qu'on le leur avait ordonné. Et qu'ils étaient payés pour ça.

Moi : Blague à part, question intellect, les poulets sont-ils mieux lotis que les bœufs ? Je me souviens d'une époque où tout sergent de ville monté en grade à l'ancienneté, bien que sachant à peine lire et écrire, éprouvait une haine féroce contre les étudiants un peu trop à leur aise avec la logique et la rhétorique.

Albert : On voit que t'es un vieux ! Tu parles des années 60 ou 70. Aujourd'hui, avec le chômage, on embauche comme simples enquêteurs des vrais Français titulaires d'une licence en droit, avec parfois des QI de 120.

Moi : Mais ce n'est pas le cas des adjoints de sécurité intégrés...

Albert : Intégrés pour nous désintégrer ! En dehors de la répression sauvage des manifs, leur rôle relève de la figuration dans les enquêtes. Incompétents et cossards, on ne peut pas compter sur eux. D'autant qu'ils refusent d'apprendre, se croyant la science infuse. On les relègue

dans des emplois de bureau, ou d'accueil, ou pour illustrer l'intégration réussie à la télé. Ou pour faire de la présence dans les galeries marchandes. Où des vigiles africains sont chargés de les surveiller pour la fauche, c'est tout dire !

Mais il faut reconnaître que ces « jeunes de banlieue », devenus flics à leurs moments perdus, nous rendent service de façon assez perverse. S'ils sont présents lors des arrestations ou des interrogatoires des membres d'un gang rival ou des lascars d'une cité ennemie, on cesse illico de nous emmerder avec des accusations de racisme. Sans ça, peu de procédures aboutiraient.

Moi : Un peu comme en Amérique où on fait patrouiller un Blanc et un Black en binôme pour les mêmes raisons. On ne voit plus que ça au cinéma.

Albert : Ah le cinéma... L'écœurement total quand il nous arrive de regarder un téléfilm français ! Avec toujours les mêmes personnages et scénarios stéréotypés. Un chef franchouillard pas très futé. Et des enquêtes résolues grâce à la sagacité d'un sympathique Beur ou Black mal vu par la hiérarchie. Ou une beurette ou blackette, c'est plus tendance. Qui se démène pour éviter qu'un individu de sa race ne soit victime d'une erreur judiciaire. D'ailleurs, tous les inculpés exotiques sont innocents. C'est la consigne à suivre pour faire du cinoche subventionné.

Moi : Un élément de langage me turlupine. [Les quartiers de reconquête](#). Dans une com gov.fr du 10 janvier 2023, Macronescu et Moussa, après avoir clamé que la sécurité des Français était leur priorité (tu parles !), **annoncent la création de 62 quartiers de « reconquête républicaine ».**

Albert : J'ai vu ça. Ce vilain mot n'est plus une lubie des affreux fachos de chez Zemmour. Si des officiels l'emploient sur un site gouvernemental, cela signifie qu'ils

reconnaissent qu'une partie du territoire échappe à leur autorité. On le savait bien sûr. Mais ils l'ont nié pendant au moins trente ans. À présent, la liste et la carte des territoires perdus de la République sont [carrément publiées par le gouvernement](#) ! Mais on nous interdit toujours d'y intervenir en force. On doit ruser, se cacher, et fuir le plus vite possible après intervention, comme si c'étaient nous les délinquants. Ce qui se comprend puisque le droit de riposter n'est reconnu que dans les cas extrêmes.

Moi : La fameuse carte a été mise à jour le premier avril 2023. Prière de ne pas rire.

Albert : Nous savons tous que ce n'était pas 62 bantoustans qu'il fallait lister. Mais 620 aujourd'hui, 6 200 demain quand on commencera à chasser les Français de leurs maisons, et probablement 62 000 d'ici à 2030... La seule solution pour éviter cela serait un putsch dont on parle beaucoup dans la police. Mais avec qui ? Et combien auront les couilles pour y participer ?

Christian Navis

<https://climatorealist.blogspot.com/>

<https://ripostelaique.com/ces-flics-qui-refusent-de-devenir-la-gestapo-de-macron.html>